

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 11 FEVRIER 1978 BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX: 0,50F

EDITORIAL A DROITE COMME A GAUCHE, LES GRANDS PARTIS CONTRE LES TRAVAILLEURS

Les partis politiques français à droite comme à gauche sont divisés. Ce-là, on le sait, depuis plusieurs mois. Et ce qui provoque cette guerre in-lassable entre eux ce n'est certainement pas la défense de principes quelconques.

Les divisions qui opposent le parti républicain de Giscard au RPR de Chirac sont une simple concurrence entre deux prétendants au poste de meilleur ges-tionnaire des affaires capitalistes.

A gauche ce n'est pas mieux, les chances de celle-ci d'accéder demain au gouvernement après les élections du 12 mars sont grandes. Et plus elles le sont, et plus les différents partis qui composent cette gauche échangent atta-ques verbales, crocs-en-jambes, montent les uns contre les autres manoeuvres, pièges et chausse-trappes.

Ce qui dresse Marchais contre Mitterrand ce n'est pas l'intérêt des travail-leurs. Marchais a beau fustiger l'homme de la bourgeoisie, le vieux politicien de la 4^{ème} république qu'est Mitterrand, il n'empêche que chaque jour ce même Marchais réaffirme en tapant du poing sur la table qu'il est prêt à faire équipe avec lui au gouvernement. Tout ce flot de paroles, toutes ces joutes oratoires, toute cette sinistre masca-rade sont là pour faire croire aux tra-vailleurs qu'ils auront le choix entre des hommes et des politiques différen-tes. Et cela est faux. A droite comme à gauche, c'est contre l'intérêt de la population laborieuse que tous ces hom-mes politiques s'apprêtent à gouverner demain.

Et notre gauche locale (guadeloupé-enne ou martiniquaise) sont elles aussi prêtes à s'aligner fidèlement sur la politique des grands partis français oubliant et la défense des intérêts des travailleurs dont ils réclament les suffrages, et la défense des intérêts spécifiques des peuples de la Martini-que et de la Guadeloupe. Pour la droite c'est clair, les Sablé, Petit, Moustache, Guilloid et autres Nicolo, Touchaud sont ouvertement des représentants des riches, des possédants. Il est clair qu'ils sont complices d'un gouvernement qui or-ganise le chômage et prive les travail-leurs du droit de travailler dans leur propre pays. Ils sont complices de tous ces crimes perpétrés contre les travail-leurs depuis trente ans : assassinats

Suite page 2

GUADELOUPE: OUVERTURE DE LA RECOLTE: PREFECTURE ET USI- NIERS CONTRE LES TRAVAILLEURS ET LES PETITS PLANTEURS

Ainsi donc sans avoir discuté du prix de la tonne de canne, des salaires des ou-vriers industriels et agricoles, les pa-trons de la canne et du sucre et rhum an-noncent l'ouverture de la récolte pour la mi-février.

Et le préfet Aurousseau lui-même pous-se l'arrogance jusqu'à annoncer à la radio que les planteurs de canne n'auront droit qu'à une augmentation de 3% pour cette récolte. On ne peut être plus méprisant à l'égard des travailleurs, et des petits planteurs et de leurs organisations syn-dicales. Patrons et préfet savent bien que la commission paritaire ne s'est réunie qu'une fois cette année, le 20 janvier et qu'il n'en est résulté aucun accord, que la commission inter-professionnelle de la canne n'a jamais non plus tenu de réu-nion. Leur objectif commun c'est de mettre en route la campagne sucrière en mainte-nant les mêmes salaires et en continuant à verser aux petits planteurs un prix dé-

risoire pour la tonne de canne.

Mais ces derniers ainsi que les ouvriers agricoles et industriels ne l'entendent pas du tout de cette façon. Déjà ils se préparent à l'action. Dans les usines, un mot d'ordre de grève a été lancé pour le mardi 14 février dans le cas où les pa-trons refuseraient toujours de discuter. Ouvriers agricoles et petits planteurs ont exprimé la volonté de ne pas accepter la situation qui leur est faite. Les travail-leurs de ce secteur ont effectivement des raisons de se préparer au combat. Les ca-pitalistes et les hommes du pouvoir à leur dévotion comprennent seulement le langage de la force.

Mais pour être plus efficaces dans leur lutte, les ouvriers agricoles et industriels les petits planteurs devront agir tous en-semble et refuser de se laisser enfermer dans une concurrence syndicale stérile et nuisible.

QU'EST-CE QU'UN DEPUTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE AUJOURD'HUI?

Le but des élections législatives des 12 et 19 mars prochains, est d'envoyer à l'assemblée nationale 473 députés pour la France métropolitaine et 17 députés pour les " départements et territoires d'outre-mer".

Ces chiffres suffisent à eux seuls à montrer que les problèmes et les préoccupations des dernières colonies françaises ont bien peu de chances d'être prises en compte dans un Parlement où leurs repré-sentants sont minoritaires.

Mais le véritable problème, c'est que l'Assemblée nationale n'est ni plus ni moins qu'un écran tendu entre la masse de la population d'une part et le pouvoir réel d'autre part. C'est même la seule raison d'être de cette institution : leur-rer les masses laborieuses, leur faire croire qu'elles ont la possibilité d'in-tervenir dans la direction politique du pays par le biais des élections législa-tives. Les députés sont en effet censés faire les lois c'est -à-dire les concevoir, les rédiger, les discuter, les amender et les voter.

Mais il y a loin de cette image démocratique, responsable et efficace que la bourgeoisie veut nous donner du rôle du député, à la réalité.

La Constitution de 1958 introduite par de Gaulle, et sous le régime de laquelle nous vivons aujourd'hui en 1978, a consi-dérablement limité les pouvoirs du parle-ment.

Le domaine dans lequel celui-ci est autorisé à élaborer des lois est très net-tement défini et limité.

Par contre, il existe un domaine extrê-mement étendu dans lequel le gouvernement

Suite page 2

J. BIBRAC

Directeur de publication : ~~XXXXXXXXXX~~
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronde du Journal : Pointe-à-Pitre
1^{er} supplément au mensuel N° 84

EDITORIAL

suite

de Mai 67 à Pointe-à-Pitre, assassinat d'ouvriers agricoles en Martinique en 74.

Mais ceux qui se réclament des partis communistes et socialistes sont-ils plus des défenseurs des travailleurs ? Proposent-ils plus de mettre fin à la puissance des riches, à leurs privilèges et à tant d'injustices ? Se donnent-ils les moyens politiques de le faire ?

Non, il n'en est rien !

Leur politique c'est d'être inféodés, soumis pieds et poings liés à la politique des grands partis de la gauche française. Les partis communistes de Martinique et de Guadeloupe recueillent les suffrages des travailleurs des Antilles pour les apporter en soutien au futur ministre Marchais et au parti communiste français. Et il en est de même pour Jaltou et autres socialistes. Et il en est de même pour tous ces hommes de gauche, carriéristes, n'appartenant à aucun parti, tous ceux-là recueillent la confiance des travailleurs et vont la remettre soit à Mitterrand, soit à Marchais.

Aucun des partis de la gauche antillaise socialiste ou communiste ne fait preuve de la moindre indépendance vis-à-vis des grands partis de la gauche française.

Comment pourraient-ils être alors de véritables représentants et défenseurs de la population laborieuse de nos pays ?

Toutes les couches pauvres de la population, ouvriers, agriculteurs, petits commerçants, pêcheurs, artisans, ont intérêt à choisir des députés qui n'auront aucun compte à rendre à aucun des grands partis français car ceux-là, de droite ou de gauche, sont en fin de compte des défenseurs des intérêts des grands capitalistes français. Et d'une manière ou d'une autre, ils protègent déjà, ou protégeront, si c'est la gauche qui gouverne demain, le pillage auquel ces capitalistes se livrent ici.

La population de Guadeloupe et de Martinique aura intérêt, le 12 mars, à élire des députés de Combat Ouvrier. Car ce sont les seuls qui soient indépendants, totalement, et de la droite française et des partis socialistes et communistes français. Ce sont donc les seuls à être indépendants de quelque gouvernement que ce soit qui pourrait être mis en place demain en France. Elire des députés de Combat Ouvrier, c'est une nécessité pour la défense des intérêts et la représentation véritable de la population laborieuse.

SOUSCRIPTION

Aidez-nous dans cette campagne électorale. Nos candidats ne sont ni des riches, ni des possédants. La campagne électorale, ils ne peuvent la faire qu'avec votre sympathie et votre soutien financier.

Notre mouvement, Combat Ouvrier, ne reçoit de subvention d'aucune sorte, ni du gouvernement, ni des caisses des riches.

Alors ! Pour que les candidats de Combat Ouvrier puissent faire face aux dépenses occasionnées par la campagne, soutenez-les !

Versez votre contribution financière à la souscription que nous avons ouverte !

QU'EST-CE QU'UN DÉPUTÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE AUJOURD'HUI

suite

est autorisé à légiférer par des "règlements".

Le budget, pour ne prendre que cet exemple, ne peut être modifié de façon importante par les députés. Ils ne peuvent pas, en particulier, y ajouter une modification qui entraînerait un surcroît de dépenses.

Rappelons également que le président de la république étant élu depuis 1962, au suffrage universel, se trouve du même coup en dehors de tout contrôle par les députés. Et que le parlement ne siégeant que 170 jours par an, ne peut intervenir dans la vie politique du pays que durant cette période réduite.

Ajoutons que ce que gagne un député pour son "travail" parlementaire de 170 jours par an, suffit à indiquer à quel point les préoccupations quotidiennes d'un de ces "élus du peuple" sont fort loin de celles du smicard, de l'ouvrier agricole, du pêcheur ou du chômeur des Antilles.

En 1976, en effet, l'administration

refuse de publier des chiffres plus récents : un député touchait en additionnant son traitement proprement dit et les multiples indemnités assorties à sa fonction environ 20.000 F (deux millions d'anciens francs) par mois. A cette somme exorbitante s'ajoutent toutes sortes d'avantages : réduction d'impôts (45%), gratuité des transports, etc... En résumé, les députés sont dans la quasi-totalité des cas des notables (professions libérales, cadres, patrons d'entreprises) qui, une fois élus, ne peuvent plus être contrôlés par leurs électeurs surtout à 7.000 km de distance, mais qui eux-mêmes n'ont aucune possibilité de contrôle réel sur la direction politique et économique de la société.

LA SUITE DE CET

ARTICLE DANS UN

PROCHAIN NUMERO

GRANDE TERRE LA MALADIE DE L'IGNAME : L'ADMINISTRATION NE FAIT RIEN

Une catastrophe très grave touche les petits planteurs d'ignames de la Grande-Terre. Leurs récoltes sont menacées par une maladie de l'igname, l'anthracnose qui risque de détruire près de 85 % des récoltes. Selon les représentants de différents syndicats d'exploitants agricoles, les pertes se monteraient à plus de deux milliards d'anciens francs. Cette maladie de l'igname aurait aussi des répercussions à long terme en paralysant la replantation des champs sur deux ans.

Des centaines de petits agriculteurs sont mécontents. Les services de l'agriculture et la préfecture ne leur adressent que des bonnes paroles et des promesses, mais sans prendre aucune des mesures réclamées par les agriculteurs.

Pour l'instant, les principales revendications des petits agriculteurs sont :

- 1) la prise en compte par l'administration de l'intégralité des problèmes de l'igname et des planteurs d'ignames.

- 2) l'application de mesures urgentes pour la relance de cette production (aides pour les frais de mise en culture et pour l'achat des semences).

- 3) la prise d'un arrêté préfectoral déclarant la Grande-Terre zone sinistrée

- 4) possibilité d'avoir auprès du Crédit Agricole des prêts en taux bonifiés.

- 5) un moratoire en faveur des planteurs d'ignames.

- 6) exonération des impôts pour 77/78.

A Combat Ouvrier, nous soutenons totalement ces revendications des petits planteurs d'ignames. Mais nous pensons que ceux-ci doivent avant tout s'organiser pour se battre, s'ils veulent obtenir satisfaction. Car aucun des politiciens en place ne peut obtenir quoi que ce soit pour eux.

Si la préfecture ne voit pas les agriculteurs en colère déferler sur Pointe-à-Pitre et Basse-Terre, rien ne leur sera accordé.

LA "MALADIE" DU FRANC : CELLE DU CAPITALISME

"Tout va très bien, madame la marquise", disait une chanson où l'on apprenait, entre autres, que le château de la dame venait de brûler et que son mari s'était suicidé. C'est à peu près sur le même ton que Barre et Giscard nous chantent que "la hausse des prix est en régression" et que "l'on commence - sortir de la crise". En effet, la hausse des prix "diminue" : la preuve, après le pain, c'est au tour de l'essence, puis des automobiles d'augmenter ; et il vaut mieux ne pas rentrer dans le détail de tous les produits alimentaires dont le prix change de semaine en semaine.

Consolerez-vous, pourtant, car on vous a assuré que l'inflation n'a pas dépassé les 9% en 1977. Tout irait donc très bien si depuis quelques jours on ne cessait de nous répéter que "le franc est malade". Et d'où provient cette maladie ? A ce qu'il paraît, il faudrait en chercher la cause dans la possibilité d'un gouvernement de gauche en mars : certains capitalistes, inquiets, se débarrasseraient de leurs francs contre une monnaie plus sûre.

Même si cette raison entre sans doute en jeu, elle n'est pas la cause principale des déboires du franc. La vérité, c'est que l'économie française est en crise, que la droite au pouvoir essaie de cacher de diverses manières cette réalité avant les élections. Si elle est réélue, alors elle pourra sans vergogne "libérer les prix", elle dévaluera la monnaie si nécessaire, bref elle fera impitoyablement supporter les frais de la crise aux travailleurs. De son côté, la gauche, si elle passe, n'agira pas autrement. Mitterrand ne s'est-il pas adressé directement à Giscard pour "défendre le franc" ? Entendez : défendre l'économie française actuelle, c'est-à-dire le capitalisme.

Voter pour la droite, voter pour la gauche : deux manières de défendre le système capitaliste actuel, de désigner des gens dont le seul but est de faire supporter la crise à la population laborieuse.

En votant Combat Ouvrier, vous pourrez dire NON aux uns et aux autres.